

EN BREF!

NOTE DE SYNTHÈSE

N° 9

AVRIL 2026

www.chaireunesco-adm.com



Chaire UNESCO
**Alimentations
du monde**

La Chaire Unesco Alimentations du monde décroise les savoirs sur l'alimentation. La série **En Bref!** propose les principaux enseignements tirés de nos conférences, publications ou projets de recherche-action.

POINTS CLÉS

- Le travail social traverse une crise de sens. Guidées par des procédures et objectifs largement quantitatifs, les professionnelles* sont contraintes de travailler dans l'urgence, sans moyens d'action sur les causes structurelles des difficultés rencontrées par les publics accompagnés.
- L'alimentation, au cœur des inégalités sociales, reste un sujet marginal dans les référentiels du secteur. Elle est abordée principalement sous l'angle sanitaire ou comme un objet d'accompagnement à la gestion budgétaire, rarement comme un enjeu de droits et de justice sociale.
- Quotidienne, universelle et relationnelle, l'alimentation offre pourtant une opportunité de redonner du sens aux pratiques professionnelles et dépasser une logique d'assistance pour encourager le pouvoir d'agir collectif, renouant ainsi avec la mission émancipatrice du travail social.

* Neuf professionnelles du travail social sur dix étant des femmes (Livre blanc du travail social, 2023, p 7), l'usage du féminin semble le plus approprié.

L'accès universel à une alimentation de qualité : un levier de repolitisation et un vecteur de sens pour le travail social

Mathias Hudbert, responsable de l'innovation et du développement social, Ceméa Occitanie, membre de l'Institut social et coopératif de recherche appliquée (ISCRA).

Dominique Paturel, membre du collectif Démocratie Alimentaire, du Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action (LISRA) et de la Fondation Copernic.

Emeline Tête, chargée de mission, Chaire Unesco Alimentations du monde, L'Institut Agro Montpellier.

La crise sanitaire du Covid-19 a mis en lumière les fragilités structurelles des systèmes socio-économiques contemporains, en particulier l'ampleur et la diffusion de la précarité alimentaire. Longtemps cantonné aux marges de la grande pauvreté, ce phénomène touche aujourd'hui des publics très variés : travailleuses et travailleurs pauvres, étudiantes et étudiants, familles monoparentales, personnes retraitées, isolées ou vivant dans des habitats précaires. Cette évolution montre un élargissement massif des vulnérabilités sociales, comme l'ont documenté plusieurs travaux récents sur la sécurité alimentaire.

Au-delà d'un effet conjoncturel, cette crise a révélé la dépendance structurelle du système de solidarité français à un modèle d'assistance caritative, héritier d'une conception paternaliste et dépolitisée de l'aide (Caillavet et al., 2021). Le recours massif à l'aide alimentaire d'urgence illustre la difficulté des politiques publiques à garantir un droit effectif à l'alimentation, pourtant reconnu dans les textes internationaux (ONU, 1966). Parallèlement, le travail social traverse une crise professionnelle, économique, éthique et politique. Soumis aux logiques de rationalisation et de gestion des flux, il doit répondre à l'urgence sociale sans pouvoir en interroger les causes structurelles. Cette tendance réduit l'intervention sociale à une fonction de régulation de la pauvreté, au détriment de sa vocation historique d'émancipation et de transformation sociale.

Dans ce contexte, l'alimentation est révélatrice de cette dépolitisation. Souvent traitée comme un besoin physiologique ou un simple outil d'accompagnement social, elle est rarement considérée comme un enjeu de droits et de justice sociale.

L'accès universel à une alimentation durable et de qualité peut être un levier de repolitisation du travail social.



Organisation
des Nations Unies pour
l'éducation, la science
et la culture



Chaire Unesco
en alimentations
du monde
France



L'INSTITUT
agro Montpellier



cirad

Avec le soutien de



Fondation pour la République de la Fondation de France

Elle devient ainsi un objet technique plutôt qu'un outil d'analyse critique sur les inégalités sociales et les rapports de domination. Or, l'accès universel à une alimentation durable et de qualité peut être un levier de repolitisation du travail social et réinscrire le métier dans une pratique porteuse de sens, renouant avec ses fondements critiques et collectifs.

Un système alimentaire inégalitaire et des modèles d'assistance dans l'impasse

Le système alimentaire mondialisé, structuré par les logiques de marché et de productivité, génère des inégalités économiques, sociales, territoriales et culturelles tout au long de la chaîne alimentaire. Pour les productrices et producteurs, la fixation des prix par l'industrie agroalimentaire et la grande distribution, la financiarisation de l'agriculture et la dépendance aux marchés mondiaux conduisent à une précarisation accrue du travail agricole. Du côté des consommatrices et consommateurs, l'accès à une alimentation de qualité dépend du revenu, du territoire, des pratiques et représentations et de la capacité à suivre les recommandations nutritionnelles.

La précarité alimentaire est souvent vécue de manière silencieuse et honteuse, accompagnée de culpabilisation et de perte de dignité. L'accès différencié à l'alimentation devient un marqueur de classe et révèle une situation d'injustice structurelle.

Face à cette précarité, l'aide alimentaire, basée sur les logiques du don et de l'urgence, reste aujourd'hui la principale réponse. Ceci contribue à individualiser le problème de l'insécurité alimentaire, présenté comme une difficulté personnelle et non le résultat de rapports sociaux inégalitaires. Les dispositifs d'aide compensent ainsi les effets visibles des inégalités sans remettre en question les causes structurelles (Autès, 2013). En maintenant encore trop souvent les bénéficiaires dans un rapport assistantiel, l'aide alimentaire tend à limiter la participation et l'action collective des publics. De plus, elle perpétue le fonctionnement du système agro-industriel dominant, via la redistribution de surplus agricoles et de produits transformés.

Le travail social face à la précarité alimentaire

Entre émancipation et reproduction : les tensions du travail social

Le travail social s'est construit dans une tension entre contrôle social et ambitions émancipatrices (Autès, 2013; Cottin-Marx, 2021). Il est aujourd'hui traversé par une crise de sens et d'attractivité. Les services éducatifs et lieux de vie voient les objectifs quantitatifs et les procédures administratives se multiplier, dans un contexte de fortes baisses de financement et de manque récurrent de personnel. Les transformations contemporaines – managériales, contractualisation, indicateurs de performance – renforcent sa dimension gestionnaire.

Dans le domaine alimentaire, cela se traduit par des pratiques centrées sur l'évaluation de l'éligibilité des publics et leur orientation vers des dispositifs standardisés d'aide

alimentaire, générant malaise professionnel et perte de sens. Cette crise de sens se manifeste par une usure professionnelle, des formes de désengagement et de sorties du métier (*burn-out*, reconversions, temps thérapeutiques, etc.) ainsi que par une baisse marquée de l'attractivité des professions du travail social, dont témoignent les difficultés des formations à recruter et maintenir leurs effectifs.

Une marginalisation du travail social dans la justice alimentaire

Malgré la multiplication d'initiatives citoyennes et associatives visant à rendre accessible à toutes et tous une alimentation de qualité, dans le respect de la dignité des personnes (épiceries coopératives, jardins partagés, cuisines collectives, conseils alimentaires territoriaux, expérimentations de caisses alimentaires communes, etc.), le travail social institutionnel y est souvent absent. En cause : une culture professionnelle cloisonnée, héritée d'une approche médico-administrative et centrée sur l'adaptation de l'individu à son environnement socio-économique et territorial plutôt que la transformation de celui-ci. Par ailleurs, depuis les années 1980, le travail social s'est construit comme délégué de l'État, dépendant de ses financements pour survivre. La fin progressive de l'État-providence a entraîné la création d'une sorte de « quatrième fonction publique » (Cottin Marx, 2021), soumise aux modalités d'évaluation de la nouvelle gestion publique¹.

Pourtant, les nouvelles initiatives de solidarités alimentaires sont des espaces privilégiés pour reconstruire des communs alimentaires – soit des ressources partagées et gérées collectivement pour garantir un accès autonome et équitable – et expérimenter des formes de démocratie alimentaire locale. Elles offrent également l'opportunité de repositionner les travailleurs et travailleuses sociaux comme acteurs centraux dans la lutte contre la précarité alimentaire, capables de co-construire des pratiques collectives en articulant leurs expertises professionnelles avec les savoirs et expériences des personnes concernées par la pauvreté.

L'alimentation comme levier de repolitisation du travail social

De l'assistance à la démocratie alimentaire

Repolitiser le travail social implique de reconnaître que toute intervention sociale est traversée par des rapports de pouvoir. La prétendue neutralité professionnelle masque souvent une adaptation tacite à l'ordre social et participe à sa reproduction. L'éthique du travail social ne peut pas se limiter à l'accompagnement individuel :

1. La Nouvelle Gestion Publique (NGP ou NPM pour *New Public Management* en anglais) est une méthode d'évaluation quantitative de l'efficacité d'une organisation, issue du secteur privé lucratif. Elle s'est déplacée progressivement – entre les années 1980 et 2000 – vers les administrations publiques puis les associations déléguées. Dans un contexte de fin de l'État-providence et de contraintes budgétaires, l'État confie à des associations les solidarités qu'il gèrait jusque-là. Or, cette méthode repose principalement sur des indicateurs performatifs et quantitatifs, insuffisants et inadaptés dans les secteurs non lucratifs, voire même contre-productifs.

elle doit inclure un engagement explicite pour la justice sociale et la défense des droits. C'est d'ailleurs le sens de la définition du travail social produite par l'Association internationale pour le travail social (IASSW) en 2014 à Melbourne et reprise par le Haut conseil du travail social (HCTS)² en 2017, en l'adaptant au contexte français.

L'alimentation, terrain quotidien et relationnel, permet de passer d'une logique d'assistance à une logique de participation. Pensée comme droit fondamental et bien commun, elle offre aux individus un rôle actif dans la structuration de nouveaux systèmes alimentaires locaux.

Travail social, alliances et pouvoir d'agir collectif

Promouvoir la justice sociale par la justice alimentaire implique de décroquer les pratiques et de tisser des alliances entre travailleuses sociales, citoyennes et citoyens, professionnels et professionnelles des systèmes alimentaires, associations et collectivités.

Le travail social ne se limite pas à administrer et fléchir l'aide. Il a été historiquement construit comme un contre-récit critique aux pratiques institutionnelles, visant la transformation sociale. Cette perspective justifie pleinement l'engagement des travailleuses sociales dans les initiatives alimentaires collectives. Cette posture relève d'une éthique professionnelle refusant toute pratique contraire à la dignité et à la justice sociale (Rurka et Paturel, 2023).

Formation, recherche-action et pratiques transformatrices

La repolitisation du travail social nécessite une formation initiale et continue intégrant l'analyse des systèmes alimentaires, des rapports de domination et des enjeux écologiques (HCTS, 2017). Or, les cursus contemporains peinent à renouveler un modèle pédagogique

centré sur la relation éducative individuelle et l'intégration socio-économique de l'individu à son environnement. La formation à l'accompagnement budgétaire, intégrée au cursus initial des conseillères en économie sociale et familiale (CESF) en constitue un exemple révélateur. Elle invisibilise les compétences des familles en situation de précarité économique sans remettre en cause les assignations sociales, économiques et culturelles des individus et groupes sociaux. Ainsi, ces enseignements n'intègrent que partiellement les nouvelles modalités d'analyse et d'accompagnement, d'association et de participation des personnes concernées. De même, elles n'abordent pas les questions de réduction des inégalités structurelles à moyen et long terme (HCTS, 2023).

La formation aux méthodes d'enquête en sciences sociales, au plaidoyer et à l'analyse critique des politiques sociales permettrait, par exemple, de renforcer les capacités réflexives des professionnelles du travail social (Hudbert, 2024). Elle encourage les pratiques collectives visant l'émancipation des personnes accompagnées, en invitant les professionnelles à interroger leurs propres cadres d'intervention. En ce sens, la recherche-action participative et la valorisation des savoirs expérientiels sont centrales. Celles-ci permettent de développer une praxis collective — combinant analyse critique, expérimentation et transformation sociale — et renforcent à la fois le pouvoir d'agir collectif des publics accompagnés et celui des professionnelles de l'action sociale. Par ailleurs, ces démarches contribuent à aligner les pratiques professionnelles avec les cadres légaux, les définitions du travail social, les aspirations des personnes concernées et les objectifs des pouvoirs publics, tout en permettant une posture réflexive sur l'efficacité et les effets des dispositifs existants.

2. Le Haut conseil du travail social (HCTS) est une instance consultative placée auprès du ministre chargé des Affaires sociales. Il peut être saisi par différents ministères sur toute question en lien avec le travail social dans les domaines qui relèvent de leur compétence.

Un projet collectif de formation et recherche-action au service du travail social

Face à ces enjeux, la Chaire Unesco Alimentations du Monde et les Ceméa Occitanie développent depuis 2023, en partenariat avec différents acteurs du champ social, médico-social, associatif, académique et institutionnel, un projet mêlant formation, recherche et expérimentation.

1) Des modules de formation à destination étudiantes et professionnelles du travail social

Ces modules poursuivent trois principaux objectifs :

- apporter de nouvelles connaissances sur les précarités alimentaires (caractérisation, mesure, approches par le vécu, déconstruction des représentations, etc) ;
- expliciter les initiatives existantes sur les territoires en matière de solidarités alimentaires, leurs limites ainsi que les pistes d'actions visant à renforcer l'accès digne à une alimentation choisie et de qualité ;
- construire une vision de l'action sociale en capacité d'agir sur les causes structurelles de la pauvreté et pas uniquement sur les personnes et leurs parcours individuels.

Ces modules ont été co-construits et sont enseignés avec la participation d'une travailleuse pair, formatrice dans le champ social et médico-social. Cela

permet aux professionnelles et futurs professionnelles de l'action sociale d'intégrer l'expertise des personnes concernées sur les situations vécues, l'usage des dispositifs et les difficultés rencontrées. Les outils et contenus ont été principalement testés auprès d'étudiantes des Ceméa et de professionnelles en poste, dans le cadre de formations proposées par le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) et la Fédération des acteurs de la solidarité d'Occitanie.

2) Un diagnostic sur l'accès à l'alimentation dans les établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS) – Phase 1

Depuis 2024, plusieurs enquêtes ont été réalisées afin de mieux comprendre les freins et leviers dans l'accès à une alimentation choisie et de qualité au sein des structures. Des entretiens et focus group ont été réalisés auprès de professionnelles (directions, cheffes de service, équipes éducatives, cuisinières, infirmières, etc) et personnes accueillies. Le projet a associé différents groupes d'étudiantes, venant des Ceméa (filière moniteurs-éducateurs), de l'Institut Régional du Travail Social de Montpellier (Diplôme d'État d'ingénierie sociale – DEIS – et Assistant de service social – ASS), de l'université Paul Valéry (Master

intervention et développement social) et de l'Institut Agro (Master Spécialisé® Innovations et politiques pour une alimentation durable -IPAD). Les étudiantes des Ceméa ont été initiées aux méthodes d'enquête qualitatives, afin de recueillir, dans leur structure de stage, les besoins, attentes et représentations des personnes accueillies concernant l'alimentation. Les autres étudiantes ont contribué à l'enquête en enrichissant le diagnostic par une revue de la littérature, des observations participantes, des entretiens complémentaires ou la diffusion d'un questionnaire.

3) L'expérimentation et la co-construction de solutions – Phase 2

En 2026, le projet se poursuit dans le cadre Obsoalim³⁴, en partenariat avec le Département de l'Hérault et trois ESMS pilotes, identifiés lors du diagnostic. Cette deuxième phase vise à co-construire des pistes d'action collectives, afin d'améliorer la prise en compte des enjeux alimentaires au sein des structures et de renforcer la participation des ESMS aux dynamiques locales de solidarités alimentaires.

* <https://obso-alim.org/>

CONCLUSION

L'accès universel à une alimentation durable et de qualité est un enjeu de justice sociale, écologique et démocratique. En donnant au travail social les moyens de placer cette question au cœur de son action, il pourrait dépasser une posture gestionnaire pour adopter une éthique orientée vers la transformation sociale et la solidarité, et résister aux logiques d'exclusion. Les professionnelles et les personnes accompagnées expérimenteraient alors plus facilement des réponses adaptées, collectives et solidaires. L'alimentation devient ainsi un terrain politique, vecteur de sens et un espace de reconstruction du lien social où le travail social retrouve sa vocation émancipatrice.

Références

- Autès, M. (2013). *Les paradoxes du travail social*. Paris : Dunod.
- Caillavet, F., Darmon, N., Dubois, C., Gomy, C., Saïdi Kabeche Doujda, P., Paturel, D., & Pérignon, M. (2021). *Vers une sécurité alimentaire durable : enjeux, initiatives et principes directeurs*. Rapport Terra Nova.
- Cottin-Marx S. (2021). *C'est pour la bonne cause ! Les désillusions du travail associatif*. Les éditions de l'atelier, Ivry-sur-Seine.
- Fraser, N. (2011). *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*. Paris : La Découverte.
- Haut Conseil du travail social (HCTS). (2023). *Livre vert du travail social*
- Hudbert M. (2024) *Entre logique de contrôle social et logique d'émancipation : le sens de la désobéissance*. VST, 164, n°4.
- Paturel, D. (2026). *Faut-il nourrir les pauvres ? Plaidoyer pour une sécurité sociale de l'alimentation*. Tarbes : Éditions Arcane 17.
- Rurka, A., Paturel, D. (2023). *Travail social et démocratie : les enjeux d'hier et d'aujourd'hui du travail social radical. Quelle place pour les recherches participatives ?* In revue *Connexions*, n° 118, pp. 95-109.